
ALEXANDRE DÉZÉ

LE CHANGEMENT
DANS LA CONTINUITÉ :
L'ORGANISATION PARTISANE
DU FRONT NATIONAL

49

Le Front national est sans conteste le parti politique qui a été le plus étudié en France au cours de ces dernières années. Il existe à ce jour plus de deux cents ouvrages traitant de l'organisation frontiste, sans compter les innombrables chapitres de livre et articles. On dispose donc d'un stock abondant de connaissances sur le FN, mais certains points demeurent aveugles. On s'est notamment assez peu intéressé à l'organisation partisane du FN en tant que telle. Sans doute en raison de l'« exceptionnalisme méthodologique » qui caractérise le champ d'étude de ce parti, dont l'illégitimité politique semble encore trop souvent servir de justification tacite à des pratiques de recherche ou d'investigation hétérodoxes¹. Les outils théoriques et conceptuels des sciences sociales restent ainsi souvent à l'écart des analyses qui sont proposées. En l'occurrence, on peut constater que la sociologie des partis politiques est rarement mobilisée dans les travaux², contribuant ainsi à reléguer l'organisation du parti au rang d'objet d'étude secondaire. La prise en compte de la dimension structurelle du phénomène frontiste apparaît

1. Cf. Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer, « Introduction. Redécouvrir le Front national », in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les Faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 16 et suiv.

2. Pour mentionner deux exceptions récentes : Anissa Amjahad et Clément Jadot, « Le modèle organisationnel du Front national », in Pascal Delwit (dir.), *Le Front national. Mutations de l'extrême droite française*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, 2012, p. 57-76 ; Alexandre Dézé, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012.

pourtant indispensable: non seulement pour comprendre la manière dont fonctionne le parti, mais aussi pour prendre la mesure de son renouvellement, qui reste souvent plus affirmé que vérifié, depuis que Marine Le Pen a été élue à sa présidence en janvier 2011. Nous reviendrons ainsi successivement sur l'organigramme du parti, sur ses logiques de fonctionnement, sur sa stratégie de développement organisationnel et sur les membres actifs qui le composent (cadres et militants). Nous tenterons notamment de déterminer si, au regard de ces aspects, il est possible ou non de parler d'un « nouveau » FN.

INVARIANTS ET NOUVEAUTÉS DE L'ORGANIGRAMME FRONTISTE

- 50 Commençons par l'organigramme. Depuis 2012, le Front national ne compte plus de délégation nationale. Cette instance avait été mise en place par Bruno Mégret³ en 1988, parallèlement au secrétariat général créé en 1972, puis supprimée en 2007 avant de réapparaître en 2011 pour un bref moment. Son rôle était tout à fait stratégique puisque la délégation avait notamment en charge les aspects études, formation, communication et propagande et qu'elle constituait l'espace partisan traditionnellement dévolu au numéro deux du parti. Sa disparition, *a priori* définitive, constitue assurément une rupture avec l'héritage organisationnel du Front national de Jean-Marie Le Pen. Mais l'organigramme n'en continue pas moins de se caractériser par une structure pyramidale, avec à sa tête trois pôles principaux: la présidence (Marine Le Pen), qui comme par le passé agrège tous les pouvoirs et chapeaute l'ensemble des instances de décision; le secrétariat général (Nicolas Bay), qui regroupe les secrétariats nationaux (aux fédérations, aux élections, aux adhésions, à l'outre-mer, aux Français de l'étranger) et les délégués territoriaux; les vice-présidences (qui existaient déjà dans les précédents organigrammes, même si leur nombre et leur attribution ont pu varier). La plus importante de ces vice-présidences est celle de Florian Philippot. Celui que certains surnomment en interne le « gourou » de Marine Le Pen se trouve

3. Polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées, membre du comité central du Rassemblement pour la République de 1978 à 1981, mais aussi membre du comité d'administration du Club de l'Horloge, Bruno Mégret rejoint le Front national au milieu des années 1980. Il est élu député frontiste en 1986 puis dirige la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen de 1988, avant d'endosser la fonction nouvellement créée de délégué général du FN. Il s'impose comme le numéro deux du parti jusqu'en décembre 1998, date à laquelle il quitte le FN suite à un violent conflit avec Jean-Marie Le Pen.

en effet désormais en charge de trois secteurs clés : la communication, les actions en direction de la société civile et, depuis février 2015, un nouveau secteur intitulé « veille et prospective ». Le reste des instances n'a connu que peu de modifications. Le bureau exécutif, centre décisionnaire du parti, a été resserré⁴ et comprend désormais la présidente du parti, le secrétaire national, le trésorier (Wallerand de Saint-Just, qui est également vice-président de la commission des conflits) et les cinq autres vice-présidents (Florian Philippot, mais aussi Louis Aliot, chargé de la formation et des manifestations, Steeve Briois, des exécutifs locaux et de l'encadrement, Marie-Christine Arnautu, des affaires sociales, et Jean-François Jalkh, des affaires juridiques). Enfin, les autres principales composantes décisionnelles (le bureau politique, le comité central) ont été maintenues, de même que l'organisation fédérale du parti au niveau national.

51

Parallèlement à l'organigramme, la composition de ces instances a évolué et se révèle aujourd'hui majoritairement mariniste. Il reste certes, au sein du bureau exécutif, quelques « historiques » du parti (Jean-François Jalkh, adhérent depuis 1974, Wallerand de Saint-Just et Marie-Christine Arnautu, adhérents depuis 1987) mais, avec l'exclusion de Jean-Marie Le Pen, ce sont désormais les proches de sa fille qui prédominent (Steeve Briois, Louis Aliot, Nicolas Bay, Florian Philippot). De même, les résultats des élections au comité central (considéré comme le parlement du parti) lors du congrès de Lyon de novembre 2014 ont révélé une nette montée en puissance des marinistes au détriment des « anciens » (tel Alain Jamet, l'un des fondateurs du FN)⁵, des partisans de Bruno Gollnisch⁶ (qui occupaient jusqu'alors presque la moitié des sièges du comité) ou des catholiques traditionalistes. Enfin, le bureau politique renouvelé – considéré comme le « gouvernement » du parti – est à l'image de ces mutations et traduit la mainmise de la nouvelle présidente sur l'appareil frontiste. Cette mainmise est encore renforcée par l'absence au sein de la direction des « libéraux conservateurs », tendance portée au sein du parti par Marion Maréchal-Le Pen, pourtant arrivée en

4. Jean-Marie Le Pen (président d'honneur, un poste spécialement créé pour lui en 2011), faisait partie de ce bureau jusqu'à son exclusion en août 2015.

5. L'élection au comité central du FN procède du vote des adhérents, qui pouvaient choisir jusqu'à cent candidats sur une liste de quatre cents noms. Le candidat qui a récolté le plus de suffrages arrive en première position. Aux cent membres élus s'ajoutent vingt membres cooptés par la présidence du Front national.

6. Membre du bureau politique, Bruno Gollnisch a démissionné de son mandat de conseiller régional en janvier 2015 et siège au Parlement européen indépendamment du groupe formé par les autres élus frontistes (Europe des nations et des libertés).

tête des élections au comité central de 2014, et par ses proches, comme Stéphane Ravier, maire du VII^e secteur de Marseille et sénateur des Bouches-du-Rhône.

Il est donc clair que l'organigramme et la composition des instances décisionnelles du FN ont changé. Cependant, une organisation partisane n'est pas un corps politique figé une fois pour toutes et il faut bien noter que les structures internes tout comme le personnel du FN n'ont jamais cessé d'évoluer. Il suffit de se plonger dans la littérature consacrée au parti pour constater que la direction frontiste a fait l'objet d'un constant renouvellement depuis 1972, au gré des luttes internes mais aussi des succès électoraux et des défaites du parti⁷.

UNE ORGANISATION PARTISANE COMME LES AUTRES

52

De même, les effets d'homogénéisation liés à l'imposition du leadership mariniste ont pu faire un temps oublier que le Front national est, d'un point de vue sociologique, une organisation partisane comme les autres, autrement dit un espace de lutte pour imposer les orientations légitimes du parti et, partant, pour contrôler les ressources (matérielles, symboliques) relatives à l'occupation des positions de pouvoir. On s'étonne ainsi régulièrement de relever l'existence de conflits internes au Front national, alors que ce type de conflits constitue l'ordinaire du parti – et, plus largement, de toute organisation partisane⁸. Or le FN n'a jamais cessé de constituer un agrégat d'individus issus de sensibilités diverses et poursuivant au sein du parti des intérêts différenciés⁹. Et ce constat vaut bien sûr pour le FN de Marine Le Pen. Dès 2011, Caroline Monnot et Abel Mestre y repéraient la présence de plusieurs groupements : les « lepéno-lepénistes » (proches de Jean-Marie Le Pen), les « grécistes » (issus de la Nouvelle Droite¹⁰), les « héninois » (en référence à l'équipe

7. Cf., par exemple, Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg, *Dans l'ombre des Le Pen. Une histoire des numéros 2 du FN*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2012.

8. Cette normalité organisationnelle se manifeste aussi, finalement, à travers les « affaires » qui touchent le Front national, mis en examen en tant que personne morale le 9 septembre 2015 pour recel d'abus de biens sociaux et complicité d'escroquerie dans l'enquête sur le financement du parti.

9. Pour un rappel sociologique des logiques de fonctionnement d'une organisation partisane, cf. Michel Offerlé, *Les Partis politiques* (1987), Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2010.

10. La notion de Nouvelle Droite a été utilisée à partir de 1978 pour désigner le GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne, créé en 1968) puis, par extension, l'ensemble formé par le GRECE et le Club de l'Horloge, fondé en 1974 par d'anciens membres du GRECE. La Nouvelle Droite représente un courant métapolitique pour lequel la conquête du pouvoir culturel doit précéder celle du pouvoir politique. Dans cette perspective,

mariniste d'Hénin-Beaumont), les anciens « gudards »¹¹ (tel Frédéric Chatillon), mais aussi les nouveaux ralliés de l'époque (comme les souverainistes Paul-Marie Coûteaux et Bertrand Dutheil de La Rochère)¹². Si cette cartographie partisane a évolué depuis 2011, les tensions n'ont pas cessé de se manifester, comme l'illustre le conflit particulièrement vif qui a opposé en 2015 Marine Le Pen à son père, finalement exclu du parti à la fin du mois d'août. Mais les tensions au sein des instances dirigeantes sont multiples. Ainsi, lors d'une séance du bureau politique, Marine Le Pen a pu déclarer à Bruno Gollnisch : « Tu vois, il y a deux portes, celle des toilettes et celle de la sortie. Si tu n'es pas content, tu peux t'en aller¹³ ! » Marion Maréchal-Le Pen a décidé de passer outre l'interdiction de Marine Le Pen de diffuser la vidéo controversée d'Aymeric Chauprade dans laquelle ce dernier tenait des propos illicites sur l'islam et les musulmans¹⁴. Florian Philippot s'est fait recadrer par Marine Le Pen après avoir cherché à placer deux de ses proches sur les listes conduites par Wallerand de Saint-Just pour les élections régionales de 2015 : « Ce n'est pas toi qui décides, c'est moi¹⁵ ! » Louis Aliot a pu déclarer à propos de Florian Philippot : « La politique, ça devient très parisien, il faut courir les émissions, ça flatte l'ego. Il y a deux solutions : soit vous faites campagne à la télé, soit vous êtes sur le terrain. Florian, il est à la télé, on le voit, mais, *in fine*, c'est quand même Marine qui décide¹⁶ », etc.

53

En outre, de nouvelles lignes de clivage sont apparues, que ce soit sur les questions économiques et le degré d'interventionnisme étatique, sur l'immigration et la théorie du « grand remplacement », sur l'homosexualité, sur la peine de mort, sur le conflit israélo-palestinien ou encore sur la laïcité. Ces oppositions ne relèvent pas de désaccords purement doctrinaux. Elles procèdent de la compétition interne pour le contrôle du parti. Si celle-ci ne s'est jamais interrompue au FN, elle tend de nouveau à s'intensifier depuis que le capital de l'entreprise frontiste a repris de la valeur sur le marché politique. Notons encore que cette concurrence

la Nouvelle Droite a cherché à élaborer une contre-culture de droite reposant sur une idéologie notamment antilibérale et ethno-différentialiste, dont certains éléments ont été repris par le FN.

11. Fondé en 1968, le GUD (Groupe Union Défense) fut une organisation étudiante d'extrême droite particulièrement active dans les années 1970 et 1980.

12. Caroline Monnot et Abel Mestre, *Le Système Le Pen. Enquête sur les réseaux du Front national*, Paris, Denoël, 2011.

13. NouvelObs.com, 26 décembre 2014.

14. Liberation.fr, 20 janvier 2015.

15. LeJDD.fr, 11 octobre 2015.

16. LeFigaro.fr, 3 novembre 2015.

interne ne concerne pas le seul échelon national. Elle se développe également au niveau local, où les tensions semblent s'intensifier : à la mairie de Hayange, trois adjoints frontistes ont été congédiés par Fabien Engelmann¹⁷ ; en Gironde, les « jeunes marinistes » s'affrontent avec la « vieille garde locale »¹⁸ ; à Beauvais, le groupe municipal frontiste s'est scindé six mois après le scrutin de 2014¹⁹ ; dans le Puy-de-Dôme, la direction du FN est en « guerre ouverte »²⁰ ; en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'exclusion de Jean-Marie Le Pen a suscité de vives réactions, certains élus réclamant la démission de Florian Philippot et menaçant de constituer des listes dissidentes pour les élections régionales de 2015²¹. Bref, le FN fonctionne comme n'importe quel parti politique.

54 UNE IMPRESSION DE DÉJÀ-VU : LA STRATÉGIE
DE DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL DU FN

Depuis 2011, le Front national mariniste cherche à développer et à renforcer son organisation, que ce soit au sein de l'arène interne ou en direction de l'arène externe du parti. Cette stratégie s'est notamment concrétisée par la création de trois instances : le Rassemblement Bleu Marine (RBM), le think tank Idées Nation et les collectifs thématiques. Or loin de constituer des nouveautés, comme elles ont pu être présentées dans et par les médias, ces instances répliquent certains éléments du dispositif stratégique de « conquête du pouvoir » qui avait été mis en œuvre par Bruno Mégret à partir de la fin des années 1980.

Créé en mai 2012 dans la perspective des élections législatives, le RBM a été transformé en association en septembre 2012. Il a été dissous en janvier 2016 pour n'être plus qu'un label potentiellement réutilisable. Cet organe avait une double vocation. Il a tout d'abord servi de débouché organisationnel à toute personne souhaitant rallier le FN sans en devenir membre, autrement dit sans endosser le stigmate de la marque frontiste. Ainsi, c'est sous le label RBM que Gilbert Collard (avocat, ancien membre du Parti socialiste) ou encore Sébastien Chenu (ancien secrétaire national de l'UMP – Union pour un mouvement populaire – en charge de la culture et cofondateur de GayLib²²) ont rallié le FN. Le RBM

17. LCI. TFI.fr, 20 septembre 2014.

18. LeFigaro.fr, 20 juin 2014.

19. L'ObservateurdeBeauvais.fr, 16 septembre 2014.

20. LaMontagne.fr, 7 octobre 2014.

21. Liberation.fr, 10 et 17 juillet 2015.

22. Association française créée en 2001 et militant pour les droits des personnes lesbiennes,

a ensuite fonctionné comme une « organisation parapluie » permettant d'accueillir des personnalités dont le parti « ne souhait[ait] pas assumer la présence en son sein même²³ ». Lors du scrutin municipal de 2014, des listes RBM ont ainsi accueilli des monarchistes ou des identitaires. Or ce n'est pas la première fois que le parti d'extrême droite se dote d'une telle structure. À l'approche des élections législatives de 1986, les dirigeants frontistes avaient déjà mis sur pied un « Rassemblement national ». Il s'agissait alors, tout comme avec le RBM, de favoriser le recrutement de candidats extérieurs au FN, mais également de combler le déficit du parti en matière de personnel politique. En définitive, une trentaine de néofrontistes rejoindront le FN sous l'étiquette Rassemblement national. Et ils seront vingt à faire leur entrée à l'Assemblée nationale, à côté de quinze autres élus issus de la branche « historique » du parti.

En avril 2010, le FN a lancé, comme on l'a évoqué, un think tank intitulé « Idées Nation », initialement présenté par son premier responsable, Louis Aliot, comme une « structure autonome et indépendante »²⁴. Cependant, les fonctions de ce « club de réflexion » censé constituer « un arsenal intellectuel et technique » au service de la présidente du FN ne diffèrent en rien de celles du conseil scientifique créé à la fin des années 1980 par Bruno Mégret. Dans un même contexte stratégique de conquête du pouvoir, il s'agissait déjà d'assurer le « rayonnement intellectuel »²⁵ du parti mais aussi de combler son déficit en matière d'expertise tout en crédibilisant ses propositions programmatiques. S'inscrivant dans une démarche identique, l'actuel think tank du FN s'est fixé comme objectif de réunir des « universitaires » et des « professionnels reconnus » dont l'extériorité partisane est censée constituer le gage de leur neutralité et donc, au-delà de leur titre, le fondement légitime de leur expertise. L'examen de la liste des participants aux différentes activités de ce « club », notamment aux quelques « colloques » ou « tables rondes » qui ont été organisés, témoigne cependant des difficultés que rencontre le FN pour mobiliser la communauté scientifique française. On y retrouve certes quelques intellectuels ou savants titulaires de titres et de diplômes. Mais, le plus

55

gays, bisexuelles et transgenres. Tout d'abord associée à l'UMP de 2003 à 2013, elle l'est désormais à l'Union des démocrates et indépendants.

23. Jean-Yves Camus, « À quoi sert le Rassemblement Bleu Marine ? À intégrer ceux que le FN dédianabolisé n'assume plus », Slate.fr, 19 mars 2014.

24. Sauf mention contraire, les citations qui suivent entre guillemets sont extraites d'interventions ou de contributions disponibles sur le site internet du think tank, ClubIdeesNation.fr.

25. Front national, Institut de formation nationale, *Militer au Front*, Paris, Éditions nationales, 1991, p. 41.

souvent, soit ils évoluent en dehors du champ académique proprement dit, soit ils sont déjà connus pour leur proximité avec la droite extrême ou certains membres du FN. Quant aux « professionnels reconnus », soit ils sont déjà membres du FN, soit ils appartiennent à des organisations défendant des idées proches (La Manif pour tous ou Riposte laïque, pour citer deux exemples). À l'instar du conseil scientifique, Idées Nation est donc essentiellement une vitrine. Même si ses activités apparaissent plus modestes que celles du conseil scientifique, sa simple existence doit permettre au FN de se donner les allures d'un « laboratoire d'idées », de montrer qu'il est capable de produire de la matière grise tout en se conformant à l'image des autres formations partisans du jeu politique, dont la plupart ont désormais leur propre think tank.

56 À travers son entreprise de consolidation organisationnelle, la direction frontiste s'est également lancée dans la constitution de collectifs thématiques : le collectif Racine pour les « enseignants patriotes », le collectif Marianne pour la « jeunesse patriote », le collectif Audace pour les jeunes actifs, le collectif Cardinal pour les patrons de petites et moyennes entreprises/industries, le collectif Nouvelle Écologie pour traiter des questions environnementales, le collectif Clic en charge de la culture, le collectif Comef dédié à la mer et à la francophonie, le collectif Banlieues patriotes en charge des questions urbaines. Mais ces structures satellites ne font que prolonger l'action des anciens « cercles » nationaux créés à partir du milieu des années 1980 pour tenter, dans la même optique, de mobiliser la société civile et de s'assurer le soutien de divers secteurs socioprofessionnels : banque (Cercle national de la banque), fonction publique (Cercle national de la fonction publique), éducation nationale (Cercle de l'éducation nationale), jeunes (Cercle national des étudiants de Paris), santé (Cercle national du corps de santé, Cercle national de défense des handicapés), agriculture (Cercle national des agriculteurs), restauration (Cercle national des professionnels des métiers de la table), transports (Cercle national mer et ports, Cercle national RATP...), etc. Au début des années 1990, le FN compte ainsi plus d'une vingtaine de « cercles », mais la plupart sont inactifs. On ne saurait donc considérer la création des nouveaux collectifs frontistes comme une opération inédite ou exceptionnelle au sein du FN. C'est pourtant l'impression qui ressort de la lecture des articles et du visionnage des reportages consacrés à leur lancement dans les médias. Or, qu'il s'agisse des cercles d'hier ou des collectifs d'aujourd'hui (dont le nombre de membres reste invérifiable), l'activité de ces structures importe moins que leur existence même.

UN RENOUVELLEMENT DES CADRES
ET DES MILITANTS ?

Le discours dominant sur la nouveauté supposée de l'organisation frontiste s'est accompagné de spéculations récurrentes concernant le renouvellement de ses membres (et notamment de ses cadres et de ses militants). À de multiples reprises, les médias ont ainsi évoqué l'arrivée de « nouveaux visages » au Front national, que ce soit au niveau du cercle dirigeant ou de sa base²⁶, faisant un large écho à la stratégie partisane de mise en visibilité de ces néofrontistes. On peut cependant se demander en quoi l'arrivée de ces nouvelles recrues constitue un gage de nouveauté partisane – à moins d'oublier qu'un parti politique est soumis à des flux incessants d'entrée, et de sortie, de ses membres et que le renouvellement d'une organisation partisane est donc constant.

57

Bien plus, il faut noter, au sujet du recrutement des cadres, que le FN a toujours cherché à attirer des individus extérieurs dont les diplômes, les fonctions professionnelles, la notoriété médiatique ou l'origine politique pouvaient constituer un capital symbolique exploitable à des fins de légitimation. Toutefois, la surmédiatisation des ralliements les plus récents ne saurait faire oublier que ceux-ci restent numériquement limités. Depuis 2011, on dénombre un peu plus d'une quinzaine de transfuges s'inscrivant dans ce cadre, parmi lesquels : Paul-Marie Coûteaux (ancien membre du cabinet de Jean-Pierre Chevènement au ministère de la Défense, ancien membre du cabinet de Philippe Séguin à la présidence de l'Assemblée nationale, ancien député européen villiériste) ; Florian Philippot (diplômé de l'ENA – École nationale d'administration – et d'HEC – École des hautes études commerciales de Paris –, ancien sympathisant chevènementiste, haut fonctionnaire à l'Inspection générale de l'administration rattachée au ministère de l'Intérieur) ; Philippe Martel (diplômé de l'ENA, ancien collaborateur d'Alain Juppé) ; Aymeric Chauprade (docteur en science politique, diplômé de Sciences Po). À cette première liste de noms, il faut encore ajouter ceux de l'humoriste Jean Roucas (depuis lors, retiré de la politique), du professeur de droit public de l'université du Havre, Gilles Lebreton, de l'ancien mannequin Bruno Clavet, ou encore de l'ancien secrétaire général de l'association Reporters sans frontières

26. Cf., par exemple, « Les dix nouveaux visages du Front national », LesInrocks.fr, 3 octobre 2012 ; « Marine Le Pen et les nouveaux visages du FN », émission « Envoyé Spécial », France 2, 17 octobre 2013 ; « Les nouveaux visages du FN », émission « Déshabillons-les », Public Sénat, 30 avril 2014.

Robert Ménard. Conclues dans le cadre de relations transactionnelles, ces ralliements (qui sont donc forcément intéressés) ont été présentés par les principaux responsables frontistes comme autant de signes de l'« ouverture »²⁷ politique du parti et de sa capacité à se constituer un vivier de technocrates. Il faut noter que plus ces ralliements paraissent *a priori* improbables, plus ils suscitent l'attention médiatique et plus les gages de normalité qu'ils apportent au FN sont élevés. On aurait tort cependant de considérer ces soutiens comme un phénomène extraordinaire dont l'explication tiendrait à la seule « dédramatisation » supposée du FN. Le parti ayant renoué avec une dynamique électorale positive, il offre en effet aux personnes qui le rejoignent des perspectives de profits divers (postes, candidatures, visibilité médiatique) qu'elles ne trouvent pas nécessairement ailleurs, y compris lorsqu'il s'agit d'individus ayant déjà une carrière importante derrière eux. On ne saurait comprendre autrement les multiples ralliements qui ont scandé l'histoire du FN ni oublier que, par le passé, les « prises de guerre » – comme elles sont surnommées dans le jargon journalistique – ont pu être plus nombreuses et plus éclatantes que celles réalisées par Marine Le Pen : qu'il s'agisse de Bruno Mégret, polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées, diplômé de l'université de Californie à Berkeley, conseiller technique au cabinet ministériel à la Coopération de 1979 à 1981, membre du comité central du RPR (Rassemblement pour la République) de 1978 à 1981 ; d'Olivier d'Ormesson, diplômé de l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales), membre du Centre national des indépendants et paysans, député de 1958 à 1962, député européen élu sur la liste Union pour la démocratie française conduite par Simone Veil ; ou encore du petit-fils du général de Gaulle, Charles de Gaulle, candidat sur les listes frontistes aux élections européennes de 1999 et aux élections municipales de 2001. Il faut par ailleurs se souvenir que l'intégration de ces néofrontistes ne s'opère pas sans difficultés ni tensions. Paul-Marie Coûteaux, qui était pourtant un important pourvoyeur de ressources pour le parti, a fini par en être écarté en avril 2014 en raison de désaccords avec Marine Le Pen. Après avoir diffusé une vidéo controversée sur son blog, Aymeric Chauprade s'est vu non seulement désavoué mais aussi rétrogradé dans ses fonctions par Marine Le Pen, dont il était pourtant le proche conseiller. Il a fini par quitter le parti en novembre 2015. Florian Philippot est critiqué aux différents échelons du parti en raison

27. Pour Gilbert Collard, le ralliement de Sébastien Chenu constituerait ainsi la « preuve de l'ouverture du RBM » (LePoint.fr, 11 décembre 2014).

de l'influence excessive qu'il exercerait sur Marine Le Pen. L'arrivée de Sébastien Chenu a provoqué un mouvement de contestation au sein de plusieurs fédérations. De son côté, Bruno Gollnisch a émis des doutes quant à la sincérité de ces différents ralliements : « S'ils ne sont mus que par intérêt, ces personnalités nous laisseront tomber dès les premières difficultés. On en a fait l'expérience en 1986 en faisant élire des gens qui ne nous sont pas restés fidèles deux ans plus tard²⁸. » En somme, l'ouverture politique ne va pas de soi au FN, qui peine comme par le passé à élargir ses équipes et à se professionnaliser. Enfin, il convient de rappeler que nombre de représentants officiels du parti – des cadres mais aussi des candidats²⁹ – sont loin de correspondre à la façade dédramatisée du parti que tente de construire Marine Le Pen. L'antisémitisme, le racisme, l'homophobie, l'islamophobie, n'ont pas disparu avec l'élection de cette dernière à la présidence du parti.

59

Concernant les militants, le FN en compte certes aujourd'hui plus que par le passé. Mais il est loin de disposer des 83 087 militants revendiqués par ses dirigeants à la fin du mois d'octobre 2014 – un chiffre présenté sans vérification ni retenue comme un record « historique » par plusieurs médias³⁰. En mai 2015, au moment de la convocation du congrès extraordinaire par correspondance appelé à se prononcer sur les nouveaux statuts du parti, le FN avait en réalité 51 551 adhérents à jour de cotisation (chiffres établis sous le contrôle d'un huissier), soit environ dix mille de plus que son meilleur niveau, enregistré au moment de la scission de l'hiver 1998-1999. La base militante s'est donc sensiblement renforcée et s'est sans doute pour partie renouvelée. Les observations réalisées par les différents chercheurs sur le terrain attestent ainsi la présence d'un public apparemment plus nombreux (dans les sections, dans les meetings), mais pas forcément plus jeune ou plus féminin. Quoi qu'il en soit, il faut une nouvelle fois prendre soin de rappeler que le corps militant frontiste n'a jamais cessé de se renouveler depuis la création du parti, un renouvellement générationnel mais aussi, bien sûr, doctrinal. Ainsi, nationalistes-révolutionnaires, néonazis, solidaristes, catholiques traditionalistes, anticomunistes, partisans de l'Algérie française, lepénistes, mégré-tistes, marinistes, etc., ont ensemble ou tour à tour occupé les rangs du parti. Or le dernier « renouvellement » en date, celui qui semble s'opérer

28. Cité par 20minutes.fr, 18 décembre 2014.

29. Cent quatre candidats aux élections départementales de mars 2015 ont été identifiés par les médias comme ayant tenu des propos litigieux.

30. Cf., par exemple, « Le Front national compte 83 000 adhérents, le plus haut niveau depuis sa fondation », HuffingtonPost.fr, 30 octobre 2014.

depuis que Marine Le Pen a été élue à la présidence, ne paraît pas avoir produit de bouleversements dans la sociologie militante du parti. Comme par le passé, on note parmi les militants frontistes une forte hétérogénéité des origines sociales, des trajectoires biographiques et des profils socioprofessionnels. Il suffit, pour en prendre la mesure, de parcourir les récentes enquêtes de Sylvain Crépon ou de Charlotte Rotman³¹ et de les mettre en perspective avec les observations développées dans des travaux plus anciens³². Pas plus aujourd'hui qu'hier ne se dégage un profil type de militant FN. Parmi les néomilitants frontistes, on trouve ainsi des individus dont les origines couvrent l'ensemble du spectre politique de droite, issus de milieux modestes mais aussi aisés, diplômés du supérieur mais aussi sans diplôme, exerçant des professions aussi diverses que celles d'agriculteur ou de chargé de communication. Les logiques de l'engagement et les investissements militants demeurent également pluriels. L'adhésion au FN peut ainsi s'opérer sur la base de convictions idéologiques partagées ou sans réelle connaissance de la culture et de l'histoire du parti, pour se conformer à l'un des membres du couple ou pour combler un sentiment de solitude, pour faire face à un événement personnel ou familial (rupture, décès) ou par attrait pour Marine Le Pen, par peur du déclassement social ou tout simplement pour tenter d'y faire carrière. La fonction socialisatrice de l'organisation partisane frontiste représente une autre dimension qui semble continuer de jouer un rôle important pour les militants. Le FN demeure ainsi bien plus qu'un parti : une « sous-société », pour reprendre une terminologie ancienne de Guy Birenbaum³³, pourvoyeuse d'un espace social alternatif permettant de tisser des liens, de partager des moments de convivialité mais aussi de vivre, sur le mode de l'entre-soi, une relation au monde construite et perçue comme illégitime.

La communauté militante du FN s'est donc renouvelée mais ses traits n'ont guère changé. La « dédédiabolisation » mariniste a certes permis de renouer avec un cycle d'adhésions à la hausse, mais elle n'a pas modifié la sociologie de la base au point qu'il soit possible de parler d'un « nouveau

31. Sylvain Crépon, *La Nouvelle Extrême Droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan, 2006 ; Charlotte Rotman, *20 ans et au Front. Les nouveaux visages du FN*, Paris, Robert Laffont, 2014.

32. Cf., par exemple, Valérie Lafont, « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 175-198 ; Daniel Bizeul, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte, 2003.

33. Guy Birenbaum, *Le Front national en politique*, Paris, Balland, 1992.

FN ». Bien plus, en dépit des efforts de normalisation de sa présidente, l'organisation du parti compte toujours des individus attachés aux fondements les plus radicaux de la vision du monde frontiste. C'est cette réalité occultée par le roman de la dédramatisation mariniste que nombre de néomilitants ont découverte en adhérant au FN – avant de finir par quitter le parti. On pense ici au récit de Nadia et Thierry Porthault sur leur passage au Front national dans leur ouvrage *Revenus du Front*³⁴, ou encore aux témoignages d'anciens transfuges un temps investis comme candidats par le FN ou le RBM avant de se retirer, comme Arnaud Cléré, ancien militant UMP et candidat RBM aux élections municipales de 2014 à Gamaches et qui déclarait en février 2014 : « Quand on voit Marine Le Pen à la télévision, on ne peut pas imaginer à quoi ressemble l'arrière-boutique³⁵. »

61

*

On aurait donc tort de statuer sur la nouveauté supposée du FN sans prendre en considération la dimension organisationnelle du phénomène frontiste. L'examen de l'organigramme, des logiques de fonctionnement interne, de la stratégie de développement de l'appareil ou encore de la composition de ses membres actifs montre que, depuis 2011, le FN mariniste apparaît davantage dans la continuité du FN lepéniste qu'en rupture avec celui-ci. Certains changements sont certes le produit d'une intentionnalité clairement établie. Mais d'autres relèvent plus largement d'évolutions propres à tout parti politique. Pour l'heure, le FN n'a toujours pas entamé d'*aggiornamento* organisationnel, pas plus qu'il n'a produit de renouvellement des fondamentaux de son programme ou même changé de nom. En dépit d'une illusion désormais bien installée, il ne peut donc être considéré comme un « nouveau » parti.

34. Paris, Grasset, 2014.

35. « Ils ont essayé le Front national, mais ils l'ont quitté, atterrés », FrancetvInfo.fr, 11 février 2014.

R É S U M É

Si l'on dispose aujourd'hui d'une connaissance quasi encyclopédique du Front national, certains aspects restent encore à ce jour peu étudiés. C'est le cas de l'organisation partisane de ce parti. Or la prise en compte de la dimension structurelle du phénomène frontiste apparaît indispensable : non seulement pour comprendre la manière dont fonctionne le parti, mais aussi pour prendre la mesure de son renouvellement, souvent plus affirmé que vérifié, depuis que Marine Le Pen a été élue à sa présidence en janvier 2011. Quatre aspects sont plus particulièrement examinés ici : l'organigramme du FN, les logiques de fonctionnement interne du parti, sa stratégie de développement organisationnel, les membres actifs qui le composent (cadres et militants). L'objet de l'article est de déterminer si, au regard de ces différents aspects, il est possible ou non de parler d'un « nouveau » FN.